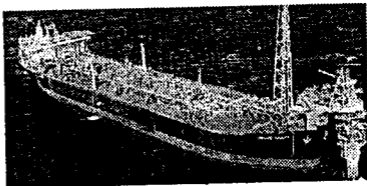


Vers un code régional maritime pour réduire l'impact de l'exploitation pétrolière

Des représentants de la Mauritanie, du Sénégal et de la Guinée Bissau parmi lesquels figuraient des représentants des gouvernements, de la société civile et de la presse ont effectué du 19 au 27 février un voyage



d'études au Nigeria sur initiative de l'UICN, du PRCM, du WWF et de la FIBA pour mieux comprendre les multiples défis qui se posent à l'environnement et à la conservation dans la région ouest africaine en perspective de l'exploitation des hydrocarbures en zone offshore, une exploitation qui commence en Mauritanie au début de 2006.

Il ressort de ce voyage que la réduction des effets et des impacts sur l'environnement ne se limite pas à l'élaboration d'une étude d'impact qui engagerait la seule responsabilité des compagnies pétrolières qui l'ont réalisé, mais à un processus de longue haleine de concertation et d'échanges qui se traduirait, au vu des erreurs du Nigeria, par l'élaboration d'un code régional de protection et de conservation des ressources naturelles et de l'environnement. Une telle démarche devrait impliquer au même titre, les exploitants, les organisations internationales, les gouvernements, la société civile et les populations. L'absence de dialogue et de transparence aussi bien dans la gestion et la répartition équitable des revenus du pétrole que dans la gestion de l'environnement, a conduit au Nigeria à des dérapages et des violences qui tourment à des affrontements quasi chroniques. Les grands perdants dans cette situation, sont l'environnement et les ressources naturelles (halieutiques, faune et flore). Il faut se mettre à l'évidence que le pétrole et le gaz sont une ressource épuisable et les ressources naturelles sont renouvelables d'où l'impérieuse nécessité de mettre des gardes-fous pour la conservation. « On vivait grâce à nos ressources naturelles, aujourd'hui notre village a perdu les moyens de sa survie », explique Odessie Mayela, porte-parole des populations "FINIMAS" déplacées en 1990 de leur village des pêcheurs dans la Bonny Island au River State pour permettre l'exploitation des gisements pétrolier et gazier. « Nous sommes privés d'eau potable, le chômage et la prostitution gagnent du terrain à la faveur d'une paupérisation accentuée des populations en raison de la perte de leurs ressources naturelles », ajoute-t-il. Des accords de principe passés entre les populations de Bonny Island et les compagnies d'exploitation en matière de prestation des services de santé, d'eau potable, de routes, d'éducation sont restés "lettre morte" indique ce jeune activiste. Même à Abuja, la situation est presque la même, pourtant le gouvernement fédéral se défend d'avoir imposé les standards et normes internationaux aux compagnies pétrolières.

Parcs nationaux et compagnies pétrolières tentent de réparer les dégâts

La direction des parcs nationaux du Nigeria fait valoir que le gâchis était énorme et que les mesures prises pour la conservation ne vont pas jusqu'au bout des effets néfastes pour l'environnement. « Sur les 7 millions 300 mille ha de zones protégées, les dégâts sont importants », lance avec un grand regret, le Dr. El Haji, directeur des parcs nationaux du Nigeria lors d'un entretien avec la mission ouest africaine. Le Directeur est clair : « nous avons commis des erreurs préjudiciables pour la conservation. « L'une de ces erreurs c'est de n'avoir pas prévu une gestion des ressources naturelles et pétrolières à long terme et surtout d'avoir laissé les mangroves à la merci de l'action dévastatrice de la pollution liée aux hydrocarbures ». A Lagos, première étape du voyage d'études qui a également conduit au Delta et à Abuja, les compagnies pétrolières tentent de s'expliquer devant les membres de la délégation lors d'une série de présentation au siège de la NCF (Nigerian Conservation Fondation). Une unanimité se dégage : les compagnies pétrolières assurent se comporter de façon correcte et de minimiser les risques de pollution et les impacts sur l'environnement. « Les communautés du Delta, les plus touchées, bénéficient de nos programmes de réduction des impacts en réalisant des infrastructures en eau potable, routes, écoles, dispensaires et surtout la formation technique et professionnelle en plus d'activités génératrices de revenus », explique M. Joe Akpa, directeur de l'environnement à la société Chevron. Le langage des autres compagnies telles que Shell, Exxon Mobil, NNPC est le même d'où la nécessité pour nous, pays d'Afrique de l'ouest de recentrer dès le départ les actions de ces sociétés pour une meilleure conservation. Les leçons tirées de ce voyage d'études pourront servir de base de travail. Il faut rappeler que le voyage d'études était encadré par l'expert en conservation Clive Wicks et le président de la NCF, Prof. Emmanuel Obot.